

aux citoyens, en prélevant taxes et impôts, en imposant un taux d'intérêt exorbitant aux industries et à tous les particuliers qui contractent des emprunts, laissant ainsi à tout le monde le soin de régler ce problème, on permet à l'exploitation d'accomplir son œuvre, et l'on s'efforce de trouver des palliatifs comme celui que le ministre propose présentement.

Non seulement ces palliatifs ne mènent nulle part, mais ils vont encore augmenter le coût de la vie et créer de l'injustice à l'égard des autres industries, car si l'on paie des salaires à des employés en chômage dans certaines industries, il faudra faire la même chose dans les cas des autres industries connexes, et où prendra-t-on l'argent pour le faire? On augmentera les taxes et les impôts et, du même coup, on augmentera le coût de la vie. Qu'est-ce que cela va régler? Les palliatifs que le gouvernement applique à l'industrie sont autant de nouveaux carcans, de nouveaux embêtements, qui conduiront à l'injustice et à des malaises encore pires que ceux que nous connaissons présentement.

Ce n'est pas là le moyen de régler le problème. Régler le problème, c'est de laisser le pouvoir d'achat nécessaire entre les mains des contribuables, c'est d'abaisser les taux d'intérêt à un niveau raisonnable, de sorte que l'industrie soit capable de produire. Quand une industrie emprunte de l'argent à un intérêt de 12 p. 100, comment peut-on s'attendre qu'elle parvienne à fonctionner?

Mais personne ne dit un mot là-dessus, pas même le ministre. Aucun député ne déplore cela à la Chambre. Quant aux conservateurs progressistes, ils critiquent le gouvernement. Quelle solution ont-ils proposée?

Depuis la Confédération, des rouges et des bleus ont administré le pays, et nous sommes dans un marasme épouvantable. On paie les cultivateurs de l'Ouest pour les empêcher de semer, on pénalise les cultivateurs de l'Est pour les empêcher de produire du lait, parce qu'il existe trop de produits. Malgré cela, on n'est même pas capable de distribuer notre abondance. Il existe une telle abondance dans le domaine des textiles. Pourquoi? Parce que les citoyens manquent de pouvoir d'achat. Au lieu d'en injecter, on en enlève.

Ce n'est pas par des mises à pied qu'on donne un pouvoir d'achat aux contribuables et ce n'est pas non plus en payant des salaires de famine, en volant les uns pour aider les autres, qu'on va améliorer l'économie, qu'on va mettre aux mains du consommateur le pouvoir d'achat nécessaire pour dépanner l'industrie textile et les autres secteurs de l'industrie. Au contraire, l'industrie ira de mal en pis.

Nous aurions bien des choses à dire sur la question des produits textiles, mais à quoi bon revenir sur les détails, les explications et les chiffres? Ce que je voulais dire au ministre, c'est que la présente situation est anormale. C'est que cela ne marche pas.

La vraie solution au problème, à mon sens, c'est de donner un escompte compensé sur les prix. Voilà, monsieur l'Orateur, un moyen de satisfaire la population! Voilà un moyen de réduire les prix de revient! Si l'on ne sait pas où prendre l'argent, ou qu'on ne veut pas le prendre où il le faudrait, il suffit de constater les excédents de profit au Canada, cette année. Nous avons un excédent d'au delà 34 milliards en 1970, et nous en aurons un encore plus considérable en 1971. Si nous y puisions pour accorder des escomptes compensés sur les

prix afin de les faire baisser, nous ferions baisser le coût de la vie, nous pourrions dire aux syndicats: Nous n'accorderons pas d'augmentations de salaires, mais nous allons baisser les prix de la marchandise, en accordant des escomptes compensés, ce qui augmentera le pouvoir d'achat et permettra à la production de circuler davantage.

Ensuite, on pourra plus facilement concurrencer les autres pays, alors que, présentement, les taxes et les impôts nous empêchent de manifester pour l'exportation, à cause de la concurrence des autres pays.

C'est là qu'il faut intervenir, et le ministre n'en fait rien. Les embargos de ceci ou de cela ne règlent pas non plus le problème, car si nous exportons de la marchandise aux autres pays, il faut également importer, ce qui ne résout pas le problème. Pour le résoudre, il faut donner aux Canadiens les moyens nécessaires pour qu'ils puissent dépenser, faire les achats nécessaires dans le but d'écouler notre production. On fera de l'exportation seulement avec les vrais surplus. On exportera pour obtenir d'autres marchandises que nous ne produisons pas ici et dont nous avons besoin. Voilà une économie saine.

Voilà ce que nous devons faire, et voilà ce que le ministre devrait étudier de plus en plus. Je ne veux pas blâmer l'honorable ministre outre mesure, car il n'est pas seul dans cette affaire. Au fait, il y a un super-pouvoir au-dessus de lui, au-dessus du très honorable premier ministre (M. Trudeau) et au-dessus de l'honorable ministre des Finances (M. Benson), qui contrôle toute l'économie du pays. Cependant, il faut demander au ministre d'avoir assez de cran pour se tenir debout devant tout cela et d'apporter aux Canadiens les améliorations voulues, afin que notre économie soit équilibrée de façon que tous les Canadiens puissent vivre convenablement dans leur pays qui regorge de richesses.

• (4.10 p.m.)

[Traduction]

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, les députés de mon parti se sont déjà prononcés en faveur du bill à l'étude; je serai donc bref. Toutefois, j'aimerais traiter de quelques points avant que le ministre mette fin au débat.

Tous les députés admettront les difficultés auxquelles l'industrie canadienne du vêtement et des textiles fait face. Dans la mesure où le bill à l'étude aidera à les résoudre, nous l'accueillons avec joie et nous souhaitons au ministre beaucoup de succès dans les programmes qui en découleront. Bien des facteurs entrent en jeu dans la mesure, de même que dans l'élaboration d'une politique et de programmes. Comme on l'a déjà souligné, notre commerce extérieur est visé de plus d'une manière. Surtout depuis quelques années, nous exportons beaucoup de vêtements et de tissus. Plus d'un intérêt se trouve directement visé, puisque bien des Canadiens ont avantage à voir se multiplier les relations commerciales avec de nombreux pays qui importent des produits canadiens. Mais cela crée en même temps des problèmes pour les travailleurs et les producteurs canadiens dans divers secteurs.

Nous nous intéressons en outre aux relations commerciales, car peu importe le programme de rationalisation, nous devons probablement compter sur les marchés d'exportation pour écouler certaines marchandises pro-